



Bulletin d'Information de l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal



18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax : (221) 33 822 23 45
<http://dakar.usembassy.gov> • Numéro 93 • Juillet - Août 2008

Actualités

- Les États-Unis offrent 750.000 moustiquaires imprégnées aux populations 1
- Cérémonie de clôture du programme de bourses Access 2006-2007 3
- Lancement de la Radio Al Fayda FM à Kaolack ..4
- Lutte contre la grippe aviaire : les États-Unis soutiennent le Sénégal 5

Politique Etrangère

- La crise alimentaire mondiale exige la transformation de l'agriculture africaine 5
- Le forum de l'AGOA se tient à Washington ..6

Focus

- Les États-Unis célèbrent leur 232^{ème} anniversaire d'indépendance 7
- Origines de la fête de l'Indépendance des États-Unis 8

Annonces

- Le Bureau des Affaires Africaines du département d'État fête son cinquantième anniversaire9

Les États-Unis offrent 750.000 moustiquaires imprégnées aux populations

Pour apporter sa contribution dans la lutte contre le paludisme, l'Agence américaine pour le développement international (USAID), par le biais de ses agences d'exécution à savoir Christian Children's Fund, IntraHealth et NetMark, a distribué 750.000 Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée d'Action (MILDA). C'est dans ce cadre que M. Jay Smith, Chargé d'Affaires a.i. de l'Ambassade des Etats-Unis à Dakar a présidé, le mercredi 25 juin 2008 à Diourbel, le lancement officiel des journées de distribution gratuite de moustiquaires imprégnées soutenues par le peuple américain.



M. Jay Smith, Chargé d'affaires a. i. remettant une moustiquaire

A

Au cours de son allocution, M. Smith a soutenu que « le Sénégal a été choisi pour être l'un des premiers pays africains à bénéficier de l'initiative du président américain contre le paludisme (PMI) dont le but est de réduire de 50% les décès dus au paludisme dans 15 pays d'Afrique en touchant 85% des groupes les plus vulnérables avec des services, produits et médicaments qui sauvent des vies ». Il a également annoncé que le « gouvernement des Etats-Unis, par le biais de l'USAID, compte contribuer à peu près \$16 millions par an pendant 4 ans pour la lutte contre le paludisme au Sénégal ».

Cette distribution gratuite qui s'est déroulée du 24 juin au 02 juillet 2008 a concerné tous les enfants de 6 à 59 mois

qui vivent dans les régions de Diourbel, Fatick, Kaolack, Thiès et Ziguinchor. Cette année, elle a été couplée aux journées locales de Supplémentation en vitamine A et déparasitage (JLS). De ce fait chaque enfant a reçu un paquet de services composés d'une MILDA gratuite, une dose de vitamine A et un déparasitage au mébendazole.

Par ailleurs, près de 10 000 relais et superviseurs ont été formés dans l'ensemble des 31 districts des 5 régions. Des réunions communautaires et causeries ont été tenues dans tous les quartiers et villages ciblés. Et les activités se poursuivront avec des visites à domicile des relais pour une utilisation effective des moustiquaires au sein des familles.



Une maman recevant sa part de don pour son enfant

Cérémonie de clôture du programme de bourses Access 2006 -2007

Un groupe de cent vingt élèves du lycée Limamou Laye de Pikine, des lycées de Thiaroye et des Parcelles Assainies ont reçu des mains de M. Jay Smith, Chargé d'affaires a. i. de l'Ambassade des Etats-Unis et de hauts responsables du Ministère de l'Éducation, leurs certificats de fin de formation de deux ans.



M. Jay Smith, Chargé d'affaires a. i. (debout) et Mme Alice Murray, directrice régionale des programmes d'anglais, lors de la cérémonie

Cette cérémonie qui s'est déroulée le mercredi 18 juin 2008 au Lycée Limamoulaye de Pikine, est intervenue au terme du programme Access, grâce auquel 400 heures de cours de soutien en Anglais ont été dispensés en 2006 et 2007 à des jeunes gens sélectionnés au sein des classes de seconde de ces trois établissements de la périphérie de Dakar. Il faut souligner que ces élèves avaient emboîté le pas à leurs camarades de la première "promotion", celle de 2005-2006.



Elèves et parents, attentifs pendant la cérémonie

Le programme Access est sponsorisé par le département d'Etat américain et mis en œuvre dans plus de trente pays de par le monde. Il vise à donner à des jeunes des zones périphériques, choisis au terme d'une sélection particulièrement serrée, des chances d'améliorer leur connaissance de la langue anglaise dont l'importance au plan des échanges, de la recherche et de la communication au plan international, n'est plus à démontrer.

En marge de l'emploi du temps scolaire, ces cours additionnels ont lieu pendant le temps libre des apprenants, le mercredi après-midi et le samedi. En plus des cours proprement dits, les élèves participent chaque année au mois de juillet / août à un camp de vacances d'une durée totale de deux semaines. Celui-ci est animé par des volontaires du Corps de la paix, assistés de professeurs officiant dans le cadre du programme Access et issus de deux institutions de la place, Suffolk University et Dakar English Language Center. Le "summer camp" est l'occasion pour ces jeunes gens de pratiquer la langue de manière intensive et d'être exposés à la culture américaine à travers des activités éducatives et ludiques très variées.

Cette manifestation riche en couleurs a réuni les élèves, les parents et les autorités du Ministère de l'Éducation. Les parents se sont exprimés sur l'intérêt du programme et ont manifesté leur joie et leur fierté. Les élèves également ont tenu à remercier l'Ambassade des Etats-Unis qui a initié ce programme et les professeurs qui les ont encadrés pendant deux ans.



M. Jay Smith, Chargé d'affaires a. i. remettant un certificat à l'un des récipiendaires sous les yeux de M. Ba du Ministère de l'Éducation

A

Lancement de la Radio Al Fayda FM à Kaolack

Imam Cheikh Assane Cissé a procédé, le mercredi 18 juin 2008 à Kaolack, au lancement de la nouvelle station radio dénommée « Al Fayda FM ». Cela, en présence de M. Farba Senghor, Ministre sénégalais des Transports aériens, de Mme Robin Diallo, Chargée des Affaires Publiques de l'Ambassade des Etats-Unis à Dakar et des représentants de la Voix de l'Amérique (Voice of America).

Entièrement financée par le gouvernement américain, la Radio Al Fayda FM a pour mission de montrer la vraie nature de l'Islam qui est une religion de paix et de charité. Al Fayda FM va, à travers ses programmes, promouvoir l'éducation, la protection de l'environnement, la santé maternelle et infantile. Beaucoup de sujets d'ordre économique, social et politique y seront débattus. Al Fayda Fm va également relayer des émissions de la Voix de l'Amérique, en langues nationales telles que le Peul et le Wolof.



Imam Cheikh Assane Cissé dans le studio de la radio



Accueil populaire pour la radio Al Fayda

Lutte contre la grippe aviaire : les États-Unis soutiennent le Sénégal

L'Agence américaine pour le développement international (USAID) et ses partenaires le consortium d'ONG, Catholic Relief Services (CRS) et Counterpart International (CPI), ont aidé 22.000 Sénégalais et Mauritiens pour faire face au péril acridien et 8000 sénégalais pour la grippe aviaire dans le cadre du programme ELCARP. Ce programme, réalisé dans le cadre de l'assistance du Peuple américain, vient de s'achever après trois années d'exécution.

Suite à l'infestation des criquets pèlerins de 2004, puis à l'arrivée de la grippe aviaire dans la région en 2006, ce programme financé par l'USAID/Sénégal a essentiellement fourni une aide d'urgence en semences et aliments de bétail au Sénégal et en Mauritanie, ainsi que des campagnes intensives de formation, d'information et de sensibilisation pour, se prémunir contre ces fléaux.

Au Sénégal, les lieux touchés sont les régions de Thiès, Diourbel, St Louis, Matam et Louga; et les zones spécifiques de Ziguinchor, Sangalkam, les îles du Saloum, les parcs de la Somone, de Djoudj et de la Langue de Barbarie. En Mauritanie, les zones touchées sont les régions du Gorgol, du Hodh El Chargui et du Hodh El Gharbi. Le budget consacré à ce programme qui a duré 3 ans (2005 à 2008) s'élève à 2 144 000 dollars, soit près d'un milliard de FCFA.

La première phase a mis en place 44 foires de semences et d'aliments de bétail, 25 au Sénégal et 19 en Mauritanie, et assisté plus de 22 000 agriculteurs et éleveurs de bétail (dont au moins 6 000 femmes) à recevoir plus de 373 tonnes d'aliments de bétail et 377 tonnes de semences pour leur permettre de retrouver leurs niveaux de production antérieurs et a injecté quelques 214 000 dollars (91 millions de FCFA) dans les économies locales au Sénégal et 169 000 dollars (72 millions de FCFA) dans celles de la Mauritanie. Les bénéficiaires des 21 zones d'activité en Mauritanie ont été épaulés pour mettre en œuvre des opérations de multiplication de semences débouchant sur 21 banques de semences communautaires et des activités diversifiées génératrices de revenus pour 80 groupes de femmes, ce qui a injecté d'environ 140 000 dollars (60 millions FCFA) dans les économies locales de la Mauritanie.

La lutte antiacridienne et la prévention contre la grippe aviaire ont été améliorées à travers la formation de 260 comités de lutte villageois, 180 au Sénégal et 80 en Mauritanie, leur mise en rapport avec les services techniques de l'état et la fourniture d'équipement phytosanitaire tels que 16 000 kits de protection personnelle,

25 trousse de dissection multifonction, 36 atomiseurs et 75 pulvérisateurs.

Avec l'aide du Comité National au niveau régional, de Prévention et de Lutte Contre la Grippe (CONAGA), le projet a réalisé des programmes de sensibilisation sur la grippe aviaire pour plus de 7 000 participants, la promotion de la vaccination contre la maladie de Newcastle, de la mise en quarantaine de la volaille par la construction de plus de 150 poulaillers de démonstration et plusieurs campagnes médiatiques avec l'aide de 17 radios communautaires et régionales et plus de 20 000 affiches et 100 000 prospectus dans les 16 zones à risque retenues pour la grippe aviaire.

Atelier de formation de journalistes sur la grippe aviaire

L'USAID et ses partenaires, ont clôturé le 5 juin 2008 à Thiès un atelier de formation de 18 journalistes. Cette formation a ciblé des journalistes des organes de presse de la place (journaux, radios, et télévision), et leur a fourni les éléments nécessaires à une information du grand public sur la grippe aviaire.

Cette formation d'urgence a porté sur une connaissance accrue des implications sur la santé animale et humaine, sur les implications économiques et commerciales et sur les méthodes de prévention. Elle a aussi porté plus particulièrement sur des conseils utiles de couverture médiatique, de l'importance des journalistes dans la prévention et le contrôle de la grippe aviaire, avec des exercices pratiques de reportage et une visite à un marché local, une ferme avicole et un poulailler modèle.

Pour célébrer la fin de cette formation, l'USAID a remis pour la lutte antiacridienne, 36 atomiseurs et 90 pulvérisateurs d'une valeur d'environ 15 million de FCFA aux partenaires du consortium CRS/Counterpart: Caritas Thiès et le Projet Intégré de Podor; des équipements pour la grippe aviaire d'une valeur de 5 million de FCFA composés de 150 kits de protection personnelle et de 22 trousse à dissection complète multifonction ont ensuite été remis au gouvernement du Sénégal.

Sur le terrain, les radios publiques, privées et communautaires implantées dans les zones ciblées ont beaucoup contribué à la sensibilisation des communautés sur la lutte antiacridienne et sur la grippe aviaire avec de très nombreux spots, sketches et émissions animées par des journalistes.

P

La crise alimentaire mondiale exige la transformation de l'agriculture africaine

Le monde est en proie à une crise alimentaire sans précédent, qui souligne la nécessité d'une transformation de l'agriculture africaine, a déclaré un haut responsable de l'Agence des américains pour le développement international (USAID), M. Franklin Moore, le 26 juin lors du Forum américano-africain de l'agroalimentaire que le Corporate Council on Africa vient d'organiser à Chicago.

Il convient, a-t-il dit, d'investir dans toute la chaîne de production des produits agricoles de base pour accroître les rendements et pour nourrir ceux qui souffrent de la faim en Afrique.

La crise actuelle est due au déséquilibre entre l'offre et la demande de produits de base, a-t-il indiqué en ajoutant que ce déséquilibre offrirait cependant des possibilités tant aux Africains qu'aux Américains pour ce qui est d'augmenter leur production agricole et de vendre leurs produits sur le marché mondial.

Les États-Unis, a-t-il dit, ont pris diverses mesures pour faire face à cette crise. Le président Bush a demandé au Congrès dès le 1er mai de voter de nouveaux crédits budgétaires à concurrence de 620 millions de dollars au titre de l'aide alimentaire et de 150 millions de dollars pour le financement de solutions de longue durée dans le domaine agricole.

Du fait que la crise alimentaire a des effets disproportionnés sur l'Afrique, le gouvernement Bush s'emploie à affecter la plus grande partie de cette aide à l'Afrique.

Il est également possible que quelque 20 millions de dollars soient consacrés à des travaux de recherche scientifique et technique pour ce qui est de la production des aliments de base en Afrique.



Les États-Unis s'appêtent à apporter un soutien aux pays qui ont adopté une politique et un plan d'investissement visant à accroître leur production agricole. « En bref, nous souhaitons concentrer notre attention sur les pays qui sont en mesure d'accroître la production d'aliments de base et leur vente et qui sont résolus à favoriser leur secteur agricole, notamment en adoptant une politique susceptible d'aider le secteur privé à augmenter ses investissements dans le domaine agricole et à prospérer. »

La demande totale de l'Afrique en matière d'alimentation représente quelque 50 milliards de dollars par an, et on estime que ce chiffre doublera d'ici à 2015. À l'heure actuelle, l'Afrique importe 25 % des céréales (blé, maïs et riz) qu'elle consomme.

Outre le renforcement des marchés d'alimentation, des échanges commerciaux et des circuits de distribution, il convient surtout de trouver une méthode intégrée visant à réduire le prix des produits alimentaires. Une telle méthode doit encourager l'économie de marché, augmenter les rendements agricoles et réduire les obstacles en matière de transport et d'approvisionnement.

Il faut également mettre fin au gaspillage dû à de mauvaises méthodes de production et de stockage. À l'heure actuelle, de nombreux pays perdent près de 40 % de leur production en ce qui concerne un grand nombre de produits de base.

Ce qu'on espère en général, a souligné M. Moore, c'est que la production africaine d'aliments de base et les débouchés pour ces aliments vont augmenter fortement. Il ne s'agit pas d'une répétition de la révolution verte qui était d'origine publique. Ce qu'il convient de faire doit être en grande partie stimulé par le secteur privé. Il est temps, selon lui, que le secteur privé investisse dans le secteur des aliments de base.



Le forum de l'AGOA se tient à Washington

Le grand sujet du forum de l'AGOA qui s'est tenu à Washington a été la mobilisation des investissements du secteur privé aux fins de l'accroissement des échanges commerciaux et de l'accélération de la croissance économique dans cette partie du monde, ont indiqué deux hauts responsables américains le 1^{er} juillet, au Centre d'accueil de la presse étrangère.

En 2000, les États-Unis ont adopté, en vue d'aider l'Afrique subsaharienne, la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), qui vise à élargir l'accès au marché américain pour les pays de cette partie du monde, a-t-il dit.

À l'heure actuelle, 41 pays remplissent les conditions nécessaires pour pouvoir bénéficier des avantages de l'AGOA. Le Togo et l'Union des Comores sont les deux derniers pays à avoir été admis à cet effet.

En vertu des dispositions de l'AGOA, une réunion entre les États-Unis et les pays bénéficiaires, qui porte le nom de Forum de l'AGOA, doit se tenir tous les ans.

« Dans le cadre de l'AGOA, a précisé M. Todd Moss, sous-secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines, les pays bénéficiaires peuvent exporter presque tous leurs produits aux États-Unis en franchise de douane. Actuellement, près de 6.500 produits, qu'il s'agisse de vêtements, d'automobiles, de chaussures ou de fruits, sont admis à ce titre. L'AGOA fournit aussi un cadre pour l'assistance technique destinée à aider les pays à tirer davantage parti des préférences commerciales. »

En 2007, plus de 98 % des produits importés par les États-Unis en provenance des pays bénéficiaires de l'AGOA l'ont été en franchise de douane, ce qui a donné à ces pays un avantage considérable sur les autres pays exportant des produits semblables. Les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne se sont chiffrés l'an dernier à plus de 81 milliards de dollars.

Depuis 2002, a-t-il dit, les importations des États-Unis, à l'exclusion des hydrocarbures, en provenance des États bénéficiaires de l'AGOA ont presque triplé.

Le ministère des finances compte en Afrique près d'une vingtaine de conseillers techniques qui sont chargés d'aider des pays à étendre leur système bancaire et à moderniser leurs techniques budgétaires.

L'AGOA, a fait remarquer M. Moss, est destinée à offrir des possibilités en matière d'échanges commerciaux en élargissant l'accès au marché américain, ce qui est un élément essentiel pour accélérer la croissance économique, mais elle n'a jamais été censée avoir un caractère universel.

M. Moss a enfin indiqué que des investisseurs du monde entier s'intéressaient maintenant à l'Afrique et notamment à la modernisation de son infrastructure, dont l'insuffisance constituait l'un des grands obstacles à l'accroissement des échanges commerciaux.

Ici à Dakar, une conférence sur l'AGOA a été organisée par l'Ambassade des États-Unis à Dakar en collaboration avec la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Dakar le mercredi 18 juin 2008.

Monsieur Thomas O'Keefe, PDG de MercoSur, Washington D.C. a animé cette conférence dont le thème était "Maximiser les opportunités de l'AGOA Organisation efficiente pour une meilleure qualité de produits"



M. O'Keefe animant la conférence sur l'AGOA à la Chambre de Commerce

F

Les États-Unis célèbrent leur 232^{ème} anniversaire d'indépendance

Les États-Unis ont célébré le 4 Juillet, le 232^{ème} anniversaire de leur accession à la souveraineté internationale. « Le désir de liberté inspira nos Pères fondateurs, et c'est la croyance en l'universalité de la liberté qui guide notre nation », a affirmé le président Bush dans son message à la nation diffusé à cette occasion.



M. Jay Smith, Chargé d'affaires a. i. recevant M. le ministre d'Etat Serigne Diop



M. Jay Smith, lors de son discours de bienvenue

Ici à Dakar, une réception a été organisée à la nouvelle résidence de l'Ambassadeur des États-Unis, inaugurée ce même jour. Cette cérémonie a été présidée par M. Jay Smith, Chargé d'Affaires a. i. et M. Serigne Diop, Ministre d'Etat, représentant le gouvernement du Sénégal.

Au cours de son allocution, M. Smith s'est réjoui des excellentes relations entre les États-Unis et le Sénégal, relations effectives grâce au programme d'échanges Fulbright, de l'USAID, du Corps de la Paix et la coopération militaire. « La relation qui existe entre le Sénégal et les États-Unis est très spéciale. Le Sénégal a une réputation de démocratie constitutionnelle, de tolérance religieuse, de respect pour les droits des femmes et d'appui aux résolutions pacifiques des conflits, autant d'éléments qui contribuent à un continent, voire à un monde meilleur et plus pacifique. » a-t-il-dit.

A l'occasion, M. Smith a annoncé l'arrivée prochaine à Dakar du nouvel Ambassadeur des États-Unis, Mme Marcia Bernicat.



M. Jay Smith, coupant le gâteau

Origines de la fête de l'Indépendance des États-Unis

« **L**a grande fête anniversaire doit être célébrée comme la journée de libération... Elle doit être solennisée avec grand apparat... d'un bout à l'autre de notre continent maintenant et à jamais. » (John Adams, père fondateur des États-Unis)

Le 4 juillet 1776, les 13 colonies britanniques d'Amérique du Nord ont signé la Déclaration d'Indépendance qui marque la sécession avec le Royaume-Uni.

Les colons, excédés par les abus de la monarchie britannique, notamment dans le domaine des taxes et des impôts, s'étaient soulevés l'année précédente. En juin 1776, les délégués des colonies se réunissent à Philadelphie et décident de rédiger une déclaration d'indépendance. Cinq représentants (Committee of Five) sont nommés pour mener ce projet à bien. Il s'agit de John Adams, Roger Sherman, Benjamin Franklin, Robert Livingston et Thomas Jefferson. Celui-ci sera le principal rédacteur de l'acte et deviendra président des États-Unis (1801/1809).

Le document, rédigé sur parchemin sera signé par 56 délégués réunis à l'*Independence Hall*.



Le "Committee of Five"

La Déclaration d'Indépendance représente le véritable acte de naissance des États-Unis mais est également le symbole de la première décolonisation d'une nation au monde.

Depuis lors, dans tout le pays le 4 juillet est devenu le jour de la fête nationale ou plus exactement la fête de l'Indépendance des États-Unis. Des feux d'artifice sont tirés un peu partout. Le plus grand est certainement celui de New York, offert chaque année par le grand magasin Macy's. Plus de trois millions de personnes y assistent ; et il est de plus retransmis sur les chaînes télévisées.

Pour les Américains, le 4 juillet est surtout une occasion d'organiser des pique-niques et des grillades en famille ou entre amis. C'est aussi le jour choisi pour débiter les grands chantiers publics. Ainsi, les constructions du canal Erie, de la ligne de chemin de fer « Baltimore & Ohio », du monument George Washington ont commencé un 4 juillet.

Enfin, les hommes politiques et autres personnalités américaines profitent de cette journée pour prononcer des discours prônant les valeurs traditionnelles américaines et principalement la liberté.



Le traditionnel feu d'artifice du 4 juillet

A

Le Bureau des Affaires Africaines du département d'État fête son cinquantième anniversaire

La création du Bureau des Affaires Africaines par le gouvernement Eisenhower, voilà maintenant un demi-siècle, marqua une rupture audacieuse dans la politique africaine du département d'État, naguère eurocentrique, voire quasi coloniale.



Loin d'être une décision prise dans un vide bureaucratique, la naissance de ce bureau fut le produit de l'interaction de trois des grandes forces du milieu du XX^e siècle, à savoir le mouvement en faveur des droits civiques, la guerre froide et la décolonisation.

Ralph Johnson Bunche, du département d'État, et Richard Nixon, vice-président pendant les deux mandats de Dwight Eisenhower avant de devenir lui-même président, emplifièrent ces forces et, dans une mesure importante, ce sont eux les parrains intellectuels du bureau Afrique. Ces deux personnalités dominantes du milieu du XX^e siècle, aussi différentes fussent-elles, incarnèrent les nombreuses pistes, souvent contradictoires,



Ralph Bunche (centre) avec des officiers de l'armée norvégienne en 1959

de la politique étrangère des États-Unis à l'égard de l'Afrique. Leurs chemins eurent rarement l'occasion de se croiser, mais la puissance de leurs idées et les intérêts qu'ils personnifiaient déterminèrent dans une grande mesure le cours de la relation entre les États-Unis et le continent dans les décennies à venir et ils l'expliquèrent aussi.

Fait intéressant, les deux hommes étaient originaires du sud de la Californie, au début du XX^e siècle - à une époque où le dernier chapitre de la conquête de l'Ouest venait de se conclure, mais pas avant d'avoir donné naissance à une société ouverte dans laquelle les castes raciales du Sud et les tensions entre les classes dans le Nord n'avaient pas pris. Issus d'un milieu modeste, les deux hommes bénéficièrent de bourses pour faire des études universitaires.

Le legs de Ralph Bunche incarnait le profond intérêt que les Afro-Américains portaient à l'Afrique. Des dizaines d'années avant que le vice-président Nixon ne prône la création de programmes d'échanges culturels destinés à promouvoir l'éducation des futurs dirigeants africains, un petit nombre d'universités (dont un bon nombre étaient historiquement noires) agissaient déjà en ce sens, même si l'Amérique des Blancs ne s'en rendait pas compte. Kwame Nkrumah, diplômé de l'université Lincoln, en Pennsylvanie, et de l'université de Pennsylvanie, guida le Ghana vers l'indépendance. Eduardo Mondlane, le fondateur du mouvement de libération FRELIMO qui fit accéder le Mozambique à l'indépendance, était titulaire d'un diplôme décerné par Oberlin College et d'un doctorat de la Northwestern University.

À partir du XIX^e siècle, les missions américaines commencèrent à administrer des écoles qui mirent l'enseignement primaire à la portée des Africains qui en avaient été jusqu'alors privés. Ces écoles, ouvertes à tous, éduquèrent des générations de dirigeants africains et, dans bien des pays, elles ont laissé derrière elles un sentiment de bonne volonté envers les Américains. Ellen Johnson Sirleaf, l'actuelle présidente du Libéria, fréquenta un lycée méthodiste. Le président de l'Angola, Jose Eduardo Dos Santos, a dit avoir appris à jouer au basket-ball dans une mission méthodiste.

Aujourd'hui, les facultés et universités historiquement noires aussi bien que la communauté des missionnaires protestants sont les principaux partisans des affaires africaines aux États-Unis. Cette base s'est élargie, maintenant que toutes sortes d'universités ont créé leur propres cours consacrés aux études africaines et qu'elles ont reçu des dons de l'Agence des États-Unis pour le développement international et d'autres organismes fédéraux. L'université Clemson et l'UCLA (dont Bunche est diplômé) sont tout aussi susceptibles que l'université Howard ou Fisk de se prononcer sur des questions africaines.

La politique d'immigration actuelle des États-Unis se ressent du mouvement en faveur des droits civiques. La loi de 1965 relative à l'immigration et à la nationalité tira un trait sur les quotas nationaux qui avaient longtemps favorisé les Européens, ouvrant la porte à l'immigration en masse en provenance du monde en développement. Au départ, les Africains étaient à la traîne, mais à partir des années 1970 la première vague d'immigrants éthiopiens gagna les États-Unis. Nixon, le politicien, aurait apprécié le fait que les Américains d'origine éthiopienne constituent aujourd'hui une communauté ethnique sophistiquée et bien organisée, suivant le modèle des groupes de pression arméniens, polonais et d'autres ethnies puissantes. Somaliens, Érythréens, Kényans, Camerounais et Nigériens se sont tous installés aux États-Unis en grands nombres et ils exercent de l'influence dans le débat sur la politique étrangère.

Un autre legs du mouvement en faveur des droits civiques concerne le changement des attitudes envers l'Afrique de ce côté de l'Atlantique, avec les générations qui passent. Bunche aurait été fier de voir l'engagement des Américains vis-à-vis des Africains, et vice-versa. Le Corps de la paix poursuit sans relâche ses activités depuis 1961, des milliers d'anciens volontaires conservant leur attachement à l'Afrique tout au long de leur vie.

Tout un parterre de célébrités, de Bono à Danny Glover et à Mia Farrow, ont défendu des causes africaines et, fait plus important encore, ils ont attiré l'attention des jeunes sur le continent. Une série de films produits par Hollywood, aussi bien reçus par le grand public que par les critiques, ont

présenté des thèmes africains, mis en scène des acteurs africains et ont été tournés en Afrique : les Diamants de sang et Hôtel Rwanda viennent à l'esprit. Les entreprises américaines commencent à s'intéresser à l'Afrique de plus près, le Corporate Council on Africa et le Business Council for International Understanding se faisant l'écho du secteur privé.

Au cours des cinquante dernières années, les relations américano-africaines se sont développées et étoffées. Les Afro-Américains représentent non seulement un pourcentage important de la population, mais on leur doit aussi d'avoir construit l'Amérique, quatre siècles durant, et de l'avoir définie au plan social, culturel et moral. Comme Bunche le supposait implicitement, l'Afrique fait partie de notre identité américaine. Le réalisme de Nixon était plus simple encore : l'Afrique revêt une importance géopolitique certaine. L'Amérique néglige ce fait à ses dépens. Aujourd'hui, un demi-siècle après la création du Bureau des Affaires Africaines au département d'État, l'engagement des États-Unis avec l'Afrique est plus important que jamais, tant pour les Africains que pour les Américains.



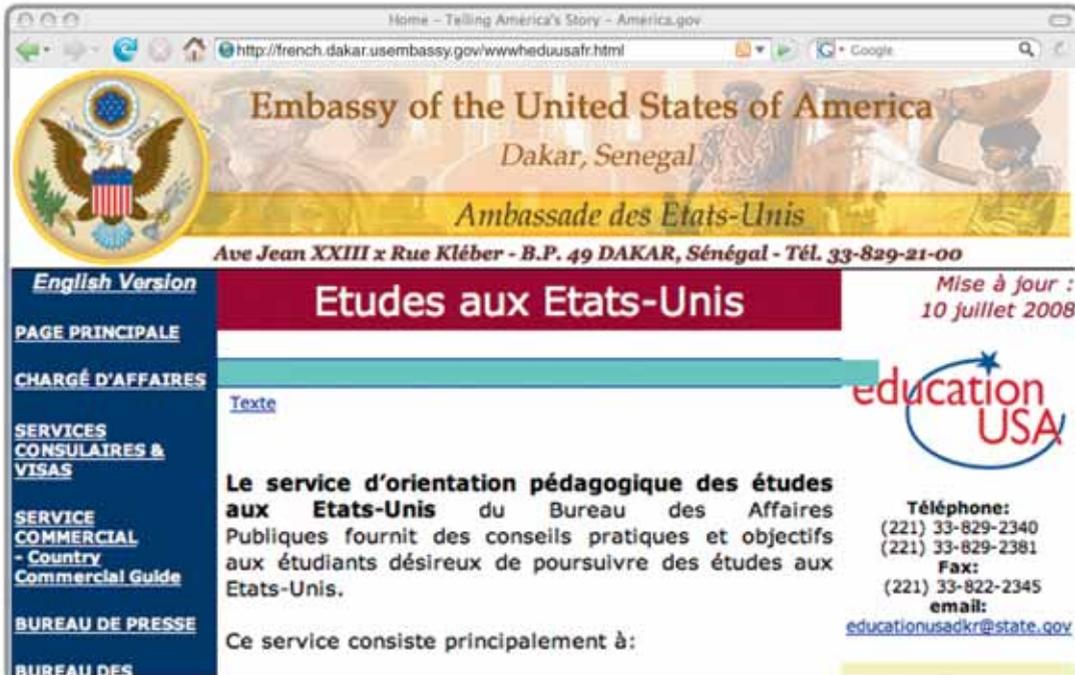
Richard Nixon, (vice-président à l'époque), et sa femme à Accra, lors des cérémonies d'indépendance du Ghana le 6 mars 1957.

Panorama

Destinataire :

Quoi de neuf ?

L'Ambassade des Etats-Unis à Dakar a le plaisir de vous inviter à visiter sa nouvelle page web sur les études aux Etats-Unis logée à l'adresse suivante : <http://french.dakar.usembassy.gov/wwwheduusafr.html> . Vous y trouverez toutes les informations relatives au service d'orientation du bureau des Affaires Publiques de l'Ambassade et également tous les conseils pratiques pour les étudiants qui désirent poursuivre leurs études aux Etats-Unis.



Home - Telling America's Story - America.gov
http://french.dakar.usembassy.gov/wwwheduusafr.html

Embassy of the United States of America
Dakar, Senegal
Ambassade des Etats-Unis
Ave Jean XXIII x Rue Kléber - B.P. 49 DAKAR, Sénégal - Tél. 33-829-21-00

English Version

Etudes aux Etats-Unis

Mise à jour : 10 juillet 2008

PAGE PRINCIPALE

CHARGÉ D'AFFAIRES

SERVICES CONSULAIRES & VISAS

SERVICE COMMERCIAL - Country Commercial Guide

BUREAU DE PRESSE

BUREAU DES

education USA

Texte

Le service d'orientation pédagogique des études aux Etats-Unis du Bureau des Affaires Publiques fournit des conseils pratiques et objectifs aux étudiants désireux de poursuivre des études aux Etats-Unis.

Téléphone: (221) 33-829-2340 (221) 33-829-2381
Fax: (221) 33-822-2345
email: educationusadkr@state.gov

Ce service consiste principalement à:

Panorama

Directeur de la publication : Robin DIALLO

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Angélita MENDY

Conception - Réalisation : POLYAROME

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax: (221) 33 822 23 45

<http://dakar.usembassy.gov>

